

## Qu'est-ce que l'ICIJ ?

L'International Consortium of Investigative Journalists est un réseau indépendant de journalistes d'investigation travaillant sur des dossiers internationaux, basé à Washington aux Etats-Unis. Il émane de l'association à but non lucratif Center for Public Integrity, fondée en 1989 par le producteur du magazine d'information américain de CBS « 60 Minutes », Charles Lewis.

Sur son site l'ICIJ se fixe comme objectif de répandre « *le journalisme de chien de garde* » et de creuser les « *problématiques qui ne s'arrêtent pas aux frontières : criminalité, corruption et transparence du pouvoir* ». Concrètement, les journalistes de l'ICIJ ainsi que ses spécialistes informatiques, ses avocats et ses vérificateurs fournissent à des confrères du monde entier des données et des outils d'analyse. Les projets sur lesquels travaille l'ICIJ peuvent regrouper de 3 jusqu'à 86 rédacteurs (comme pour Offshore Leaks). Ensuite pour diffuser ses découvertes, l'ICIJ s'associe avec de nombreux médias étrangers qui publient ses conclusions. Les partenaires habituels de l'ICIJ sont Le Monde, El Mundo, BBC, Le Soir, The Age, Stern, The Guardian...

Le réseau totalise 160 plumes répartis dans 60 pays. Son dirigeant, le journaliste australien Gerard Ryle, qui a apporté dans ses bagages le disque dur d'Offshore Leaks, est secondé par huit permanents. Entrer dans l'ICIJ se fait sur invitation du consortium. Vu l'ampleur d'Offshore Leaks, l'ICIJ a préféré plutôt que de mobiliser une petite cellule de membres s'adresser à des journalistes du monde entier, à qui a été donnée une liste de noms à identifier.

Le consortium fonctionne grâce aux dons de particuliers et de fondations comme Adessium Foundation, Pew Charitable Trusts ou Open Society Foundations de George Soros.

Dans les fichiers d'ICIJ, on découvre des montages offshore qui interpellent par leur incroyable complexité. La volonté de dissimulation y est manifeste, notamment vis-à-vis des autorités de régulation. Elle conduit à s'interroger sur les motivations de leurs bénéficiaires. On y voit des dirigeants et des actionnaires fantômes s'empiler, qui donnent pour adresse des boîtes postales dans les paradis fiscaux partout dans le monde. C'est le cas, par exemple, de Triple 888 Fortune Limited, sise aux îles Vierges. La société compte parmi ses administrateurs des banquiers de BNP Paribas Jersey et des entreprises domiciliées aux îles Vierges et aux Caïmans. Parmi ses actionnaires figure la filiale d'une banque suisse spécialisée dans la fourniture de prête-noms, UBS Nominees... Un véritable ovni juridique ! Qui s'avérerait parfaitement « indétricotable » pour l'administration fiscale qui voudrait y regarder de plus près, afin d'en contrôler les flux et la légalité, et remonter jusqu'aux bénéficiaires économiques réels...